

C onjoncture française



Revenus des ménages

En 2011, le pouvoir d'achat des ménages accélérerait (+1,4 %, après +0,8 %), malgré le regain d'inflation (+2,1 % en 2011 après +1,2 % en 2010). En effet, le revenu disponible brut (RDB) des ménages progresserait plus rapidement qu'en 2010 (+3,6 % après +2,0 %), porté par des revenus d'activité dynamiques. La hausse des prélèvements fiscaux en 2011 tempèrerait toutefois cette accélération.

Au premier semestre 2012, le pouvoir d'achat des ménages reculerait (-0,1 % après +0,6 % au second semestre 2011). En effet, le revenu des ménages ralentirait fortement (+0,8 % après +1,6 %) : les revenus salariaux seraient freinés par la détérioration de la situation du marché du travail, tandis que les impôts resteraient dynamiques, en lien avec la mise en œuvre de nouvelles mesures fiscales.

Les revenus d'activité ralentiraient au premier semestre 2012

En 2011, la croissance des revenus d'activité serait plus soutenue qu'en 2010 (+3,0%, après +2,0% en 2010, cf. tableau 1). La masse salariale reçue par les ménages accélérerait sensiblement (+3,2% après +2,0% en 2010 ; cf. tableau 2) : le redressement de l'emploi s'est poursuivi en début d'année et les salaires versés ont été dynamiques dans les secteurs marchands (cf. graphique 1). L'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels croîtrait également à un rythme un peu

plus élevé qu'en 2010 (+1,7% après +1,5%). Par ailleurs, les revenus de la propriété se redresseraient vivement, dans le sillage de la hausse passée des taux d'intérêt à court terme, ainsi que l'excédent brut d'exploitation des ménages purs⁽¹⁾. Pour chacune de ces composantes du revenu, l'accélération sur l'ensemble de l'année masque un certain ralentissement au second semestre 2011.

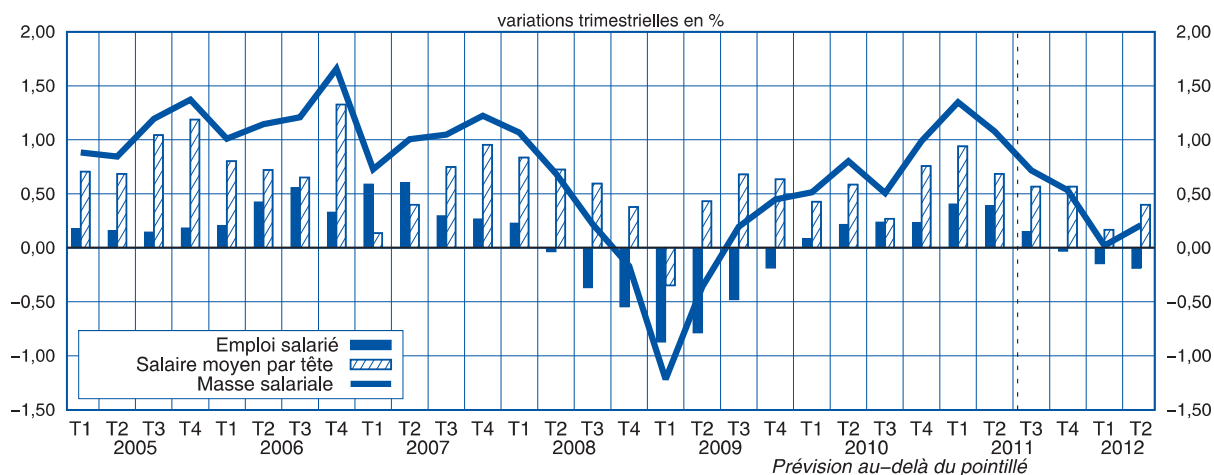
Au premier semestre 2012, les revenus d'activité décélèreraient sensiblement (+0,5% après +1,3% au second semestre 2011) : la masse salariale ralentirait nettement (+0,6% après +1,4%) en lien avec la dégradation de la situation du marché du travail. L'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels progresserait sur un rythme proche de celui du second semestre. Les revenus de la propriété et l'excédent brut d'exploitation des ménages purs continueraient de décélérer.

Les prestations sociales conserveraient leur rythme en 2011 avant de ralentir légèrement au premier semestre 2012

En 2011, les prestations sociales en espèces progresseraient quasiment au même rythme qu'en 2010 (+3,2% après +3,4%, cf. tableau 3). Les

(1) Il correspond à la production de services de logements, déduction faite des consommations intermédiaires nécessaires à cette production (notamment les services financiers liés aux emprunts) et des impôts (taxe foncière). La production correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (loyers « imputés »).

1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole



Source : Insee

prestations de Sécurité sociale ralentiraient en 2011 : +3,1 % après +3,9 %. En effet, alors que les allocations vieillesse restent dynamiques, les prestations de chômage reculeraient en 2011, en lien avec l'amélioration du marché du travail jusqu'au printemps. En revanche, les prestations d'assistance sociale renoueraient avec la croissance en 2011 (+1,0 %), après une baisse en 2010, marquée par la non-reconduction des mesures prises dans le cadre du plan de relance de 2009.

Au premier semestre 2012, les prestations sociales en espèces ralentiraient légèrement : +1,4 % après +1,8 % au second semestre 2011. Les prestations d'assistance sociale croîtraient à un rythme proche de celui de fin 2011 (+0,7 % après +0,8 %). Les prestations de Sécurité sociale décéléreraient légèrement (+1,5 % après +2,0 % au second semestre 2011). En particulier, la revalorisation des allocations familiales en 2012 (1,0 %) serait plus faible que l'inflation. Elle interviendrait en outre le 1^{er} avril, et non plus le 1^{er} janvier.

Dynamisme des prélèvements obligatoires début 2012

Les prélèvements obligatoires versés par les ménages augmenteraient de 3,8 % en 2011, après +2,2% en 2010. En effet, les recettes de l'impôt sur le revenu seraient dynamiques (+5,9 % après +1,6 %) : d'une part les revenus ont rebondi en 2010, d'autre part les mesures de consolidation budgétaire votées pour 2011 joueraient au second semestre, avec notamment la contribution de 1,0 % sur les hauts revenus, la suppression de certaines niches fiscales et les effets induits par la suppression de la taxe professionnelle pour les entrepreneurs individuels. S'agissant des prélèvements sociaux, la taxation au fil de l'eau des revenus de l'assu-

rance-vie entraînerait également une hausse de la taxation des revenus financiers. En revanche, les autres impôts courants ralentiraient en 2011, dans le sillage notamment de la baisse de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Par ailleurs, les cotisations salariales progresseraient au même rythme qu'en 2010 (+1,9 % après +1,9 %) et les cotisations des non-salariés ralentiraient : +0,6 % après +1,8 % en 2010.

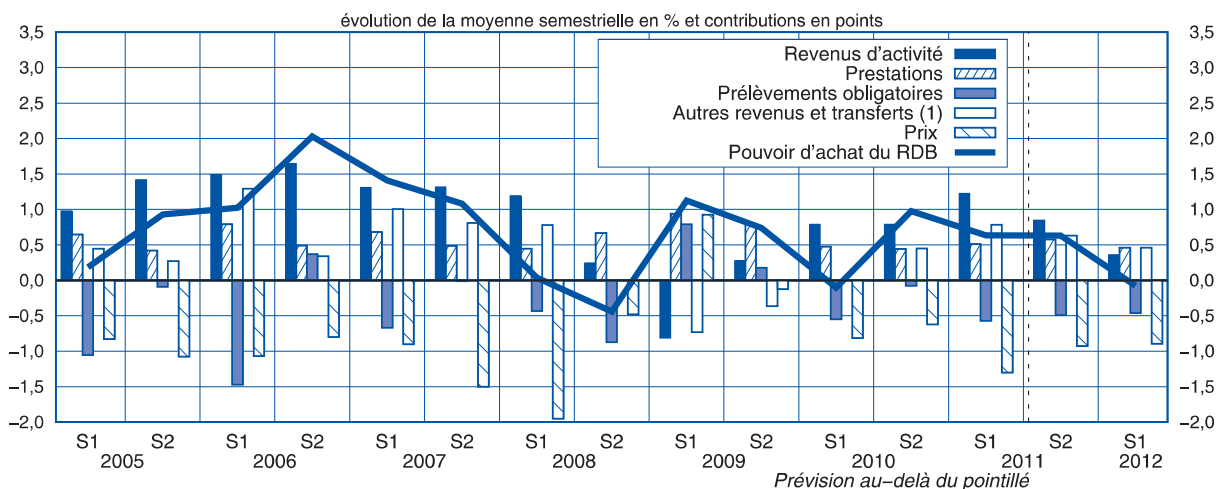
Au premier semestre 2012, les prélèvements obligatoires s'inscriraient toujours en nette hausse (+2,0 % après +2,1 % au second semestre 2011). Les impôts versés par les ménages progresseraient de +3,0 %. En particulier, le renforcement de la taxation sur les plus values immobilières et l'alourdissement de la fiscalité du capital pèseraient sur le revenu disponible des ménages au premier semestre 2012.

Le pouvoir d'achat reculerait légèrement au premier semestre 2012

Au total en 2011, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages accélérerait sensiblement ; sa hausse atteindrait +3,6 %, après +2,0 % en 2010. Malgré le regain d'inflation en 2011 (+2,1 % après +1,2 %), le pouvoir d'achat du RDB progresserait ainsi plus vite en 2011 qu'en 2010 (+1,4 % après +0,8 %, cf. graphique 2). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient notamment compte des évolutions démographiques, croîtrait de +0,7 % en 2011, alors qu'en 2010 il était presque stable (+0,1 %, cf. encadré).

Au premier semestre 2012, le RDB des ménages progresserait de 0,8 %, en ralentissement par rapport au second semestre 2011. Le pouvoir d'achat reculerait : -0,1 % après +0,6 % au second semestre 2011. ■

2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions



(1) EBE des ménages purs, revenus de la propriété et transferts courants.
Source : Insee

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012	2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1			
Revenu disponible brut (RDB) (100%)	0,7	1,6	1,9	1,6	0,8	0,6	2,0	3,6
dont :								
Revenus d'activité (68 %)	1,2	1,2	1,8	1,3	0,5	-0,8	2,0	3,0
<i>Masse salariale brute (59 %)</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>2,0</i>	<i>3,2</i>
<i>EBE des entrepreneurs individuels⁽¹⁾ (9 %)</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>-5,5</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>
Prestations sociales en espèces (32 %)	1,5	1,4	1,6	1,8	1,4	5,5	3,4	3,2
EBE des ménages purs (12 %)	-0,2	2,2	3,8	2,9	1,9	-4,1	0,1	6,5
Revenus de la propriété (10 %)	-0,3	1,5	3,2	2,6	2,1	-1,7	-0,1	5,3
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	2,4	0,3	2,5	2,1	2,0	-1,9	2,2	3,8
<i>Cotisations des salariés (-8 %)</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,9</i>	<i>1,9</i>
<i>Cotisations des non-salariés (-2 %)</i>	<i>0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>4,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>
<i>Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-13 %)</i>	<i>3,7</i>	<i>0,0</i>	<i>3,9</i>	<i>3,2</i>	<i>3,0</i>	<i>-4,6</i>	<i>2,5</i>	<i>5,5</i>
Revenus hors impôts	1,0	1,4	2,2	1,8	1,1	0,0	2,0	3,8
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,8	0,6	1,3	0,9	0,9	-0,6	1,2	2,1
Pouvoir d'achat du RDB	-0,1	1,0	0,6	0,6	-0,1	1,3	0,8	1,4

Prévision

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

Tableau 2

De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012	2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1			
Entreprises non financières (ENF) (67%)	1,1	1,5	2,5	1,6	0,6	-1,4	2,0	4,1
<i>dont : salaire moyen par tête</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>2,2</i>	<i>2,9</i>
Entreprises financières (5 %)	0,7	0,6	2,8	1,6	0,2	4,4	1,3	3,9
Administrations publiques (23 %)	0,9	0,4	0,5	0,5	0,5	2,3	1,8	1,0
Ménages hors entrepreneurs individuels (2 %)	2,3	0,6	0,6	0,9	0,8	2,8	3,4	1,3
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	1,1	1,2	1,9	1,4	0,6	0,0	2,0	3,2
<i>dont : secteurs concurrentiels non agricoles</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>2,4</i>	<i>1,5</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>3,9</i>

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.

Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles					Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012	2009	2010	2011
	S1	S2	S1	S2	S1			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)	1,5	1,4	1,6	1,8	1,4	5,5	3,4	3,2
Prestations de Sécurité Sociale (72%)	1,7	1,4	1,4	2,0	1,5	5,5	3,9	3,1
Prestations de régimes privés (7 %)	0,3	2,1	3,2	0,9	1,5	2,3	2,8	4,8
Prestations directes d'employeur (13 %)	1,8	1,9	2,1	2,0	1,5	2,9	3,6	4,1
Prestations d'assistance sociale (8 %)	-0,3	-0,5	0,8	0,8	0,7	13,2	-0,7	1,0
Total des prélèvements sociaux	0,9	1,3	1,8	2,1	0,0	1,0	2,1	3,6
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	0,8	1,2	1,8	2,2	-0,3	0,7	1,9	3,5
dont : Cotisations des employeurs ⁽¹⁾ (63 %)	0,7	1,5	2,3	2,9	-0,8	0,2	2,0	4,6
Cotisations des salariés (29 %)	0,8	0,8	1,0	0,9	0,7	0,9	1,9	1,9
Cotisations des non-salariés (8 %)	0,9	0,4	0,2	0,5	0,7	4,7	1,8	0,6

■ Préviation

Note : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2010.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee

Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la Note de conjoncture représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macro-économique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir

compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines «économies d'échelle» par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2010, la croissance du nombre d'unités de consommation est de 0,7 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,0 %).

Ainsi, en 2011, le pouvoir d'achat par unité de consommation accélérerait (+0,7 % après +0,1 % en 2010). Par habitant, la hausse serait de 0,9 % et par ménage de 0,4 %.

Consommation et investissement des ménages

Au troisième trimestre 2011, la consommation des ménages a rebondi (+0,3 % après -0,8 %). En particulier, les dépenses d'énergie qui avaient fortement baissé au deuxième trimestre ont retrouvé leur niveau normal.

La consommation des ménages ralentirait au quatrième trimestre 2011 (+0,1 %) et progresserait sur ce rythme faible d'ici mi-2012. Sur l'ensemble de l'année 2011, la consommation des ménages progresserait de 0,6 %, en ralentissement par rapport à 2010 (+1,3 %). Mi-2012, l'acquis de croissance de la consommation pour 2012 s'établirait à 0,3 %. Le taux d'épargne des ménages se maintiendrait à un niveau élevé, les ménages restant peu confiants sur la situation économique future et le chômage.

Après avoir accéléré au troisième trimestre (+1,4 % après +1,2 %), l'investissement des ménages se stabiliserait au quatrième trimestre puis se replierait au premier semestre 2012.

fage avaient été modérées ; le retour, à l'été, des températures à leurs normales saisonnières s'est traduit par un contrecoup au troisième trimestre.

Les achats d'automobiles avaient nettement ralenti au premier trimestre puis avaient fortement reculé au deuxième trimestre (-11,0 %) en raison de l'arrêt fin 2010 de la prime à la casse. Ils se sont stabilisés au troisième trimestre (+0,2 %).

Les achats en textile-habillement-cuir ont de nouveau reculé à l'été (-1,2 %) après un premier semestre en repli. Cette baisse a pesé sur les dépenses en produits manufacturés, qui ont légèrement fléchi au troisième trimestre (-0,1 %) après un recul au deuxième trimestre (-1,9 %).

La consommation de services, peu dynamique au deuxième trimestre, a légèrement accéléré au troisième (+0,4 % après +0,3 %). Enfin, la consommation de produits alimentaires a reculé (-0,9 %) en raison notamment de la hausse des prix alimentaires.

Au troisième trimestre 2011, dynamisme des dépenses en énergie

Au troisième trimestre 2011, la consommation des ménages a rebondi (+0,3 %, cf. tableau), après une forte baisse au deuxième trimestre (-0,8 %).

Le troisième trimestre a été marqué par un rebond des dépenses en énergie (+6,3 %) après un premier semestre en recul. L'hiver et le printemps ayant été particulièrement doux, les dépenses en chauf-

Au premier semestre 2012, la consommation resterait sur un rythme inférieur à sa tendance

La consommation totale des ménages ralentirait au quatrième trimestre (+0,1 % après +0,3 %, cf. graphique 2). Elle resterait sur ce rythme au premier semestre 2012, en deçà de la tendance observée avant le début de la crise (+0,5 % par trimestre en moyenne entre 2000 et 2008).

Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Évolutions trimestrielles en %										Évolutions annuelles en %		
	2010				2011				2012		2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Dépenses totales de consommation des ménages	0,1	0,1	0,7	0,4	0,3	-0,8	0,3	0,1	0,1	0,1	1,3	0,6	0,3
dont :													
Agriculture (3 %)	-1,8	-0,6	-0,4	0,4	1,9	0,4	-1,4	0,3	0,2	0,2	-2,2	1,5	0,0
Énergie (4 %)	8,9	-1,4	-1,5	0,6	-5,5	-3,6	6,3	-4,5	1,8	0,5	4,7	-6,9	0,8
Produits manufacturés (43 %)	-0,6	-0,3	1,5	0,7	0,6	-1,9	-0,1	0,4	0,1	0,1	1,3	0,4	-0,1
Services (50 %)	0	0,5	0,3	0,1	0,5	0,3	0,4	0,3	0,1	0,1	0,8	1,3	0,7
Consommation effective totale	0	0,1	0,6	0,3	0,4	-0,6	0,3	0,1	0,2	0,1	1,3	0,7	0,4
Investissement des ménages	-0,4	0,1	1,7	0,7	-0,1	1,2	1,4	0,0	-0,5	-0,4	-1,4	2,9	0,2

Prévision

Au quatrième trimestre 2011, la consommation en produits manufacturés se redresserait (+0,4 % après -0,1 %). La consommation automobile serait plus dynamique, comme le suggère l'acquis de croissance pour le trimestre (+1,1 % à la fin octobre). En effet, les ventes rebondiraient en fin d'année, avant le durcissement du bonus-malus au 1er janvier 2012. La consommation de textile, dont l'acquis de croissance fin octobre s'établit à +1,7 %, se redresserait également au quatrième trimestre. Au premier semestre 2012, la consommation automobile ralentirait et les dépenses de textile se stabiliseraient ; la consommation en produits manufacturés suivrait ainsi un faible rythme de croissance (+0,1 % à chaque trimestre).

Au quatrième trimestre 2011, les dépenses en énergie se replieraient fortement (-4,5 %) : en effet les températures observées durant les deux premiers mois du trimestre ont été plus clémentes que les normales saisonnières. Les dépenses en énergie rebondiraient ensuite début 2012.

La consommation alimentaire rebondirait au quatrième trimestre (+0,3 %) après un recul au troisième trimestre (-0,9 %). Elle retrouverait ensuite un rythme plus tendanciel : +0,2 % aux premier et deuxième trimestres 2012.

Enfin, la consommation en services ralentirait jusqu'à l'horizon de prévision : +0,3 % au quatrième trimestre 2011, puis +0,1 % par trimestre au premier semestre 2012 (cf. graphique 1).

Le taux d'épargne des ménages français reste élevé

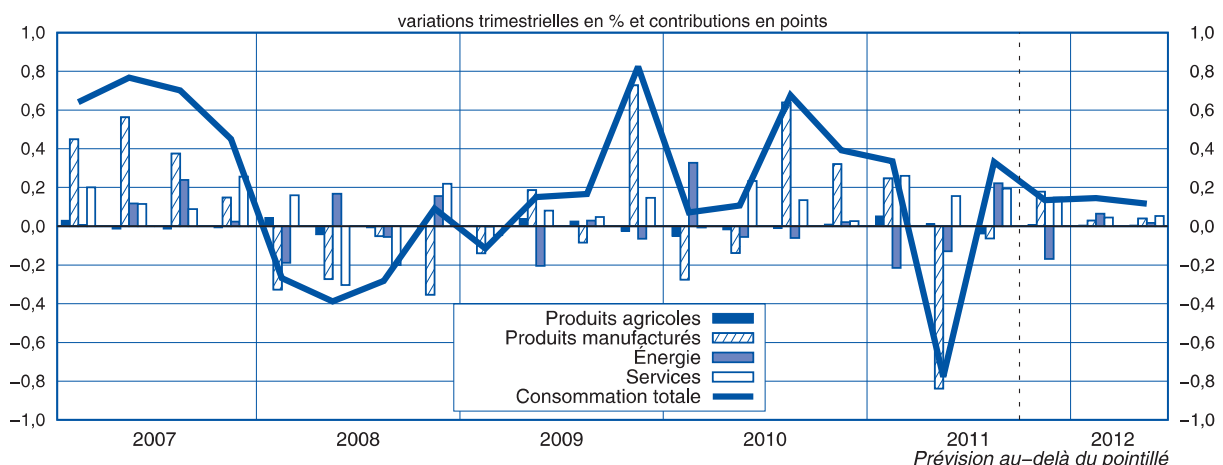
Face à la montée du chômage et à la dégradation de la situation économique, les ménages maintiennent, par précaution, leur épargne à un niveau élevé (cf. graphique 2). Le taux d'épargne des ménages français a atteint ainsi 17,1 % au deuxième trimestre 2011, soit le niveau le plus élevé depuis 1983. Il serait quasiment stable d'ici fin 2011, et se situerait en moyenne à 16,8 % cette année.

Au premier semestre 2012, le taux d'épargne resterait élevé ; il reculerait toutefois légèrement, à 16,7 %. En effet, certaines des mesures fiscales prévues pour 2012 s'appliquent à des revenus que les ménages ont une forte propension à épargner : plus-values immobilières, prélèvements sociaux sur le capital. La taxation accrue de ces revenus se solderait donc plutôt par un ajustement du taux d'épargne que du niveau de consommation des ménages.

L'investissement des ménages cale

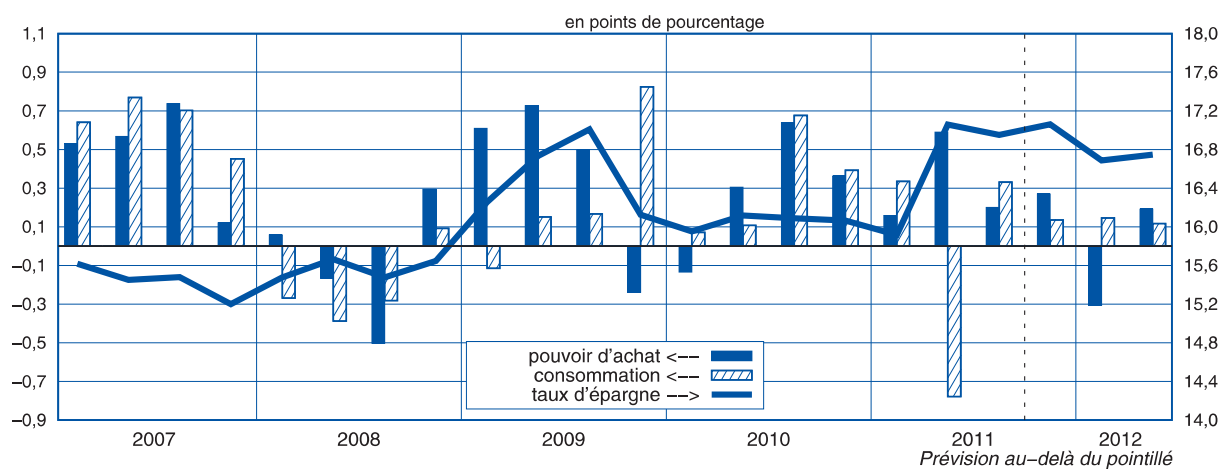
L'investissement des ménages a été dynamique aux deuxième et troisième trimestres 2011, dans le sillage du rebond des mises en chantier de logements au tournant de l'année 2010. Compte tenu de la baisse des mises en chantiers observée depuis le deuxième trimestre (cf. graphique 3), l'investissement des ménages stagnerait au quatrième trimestre 2011, puis reculerait au premier semestre 2012 (-0,5 % puis -0,4 %). ■

1- Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages

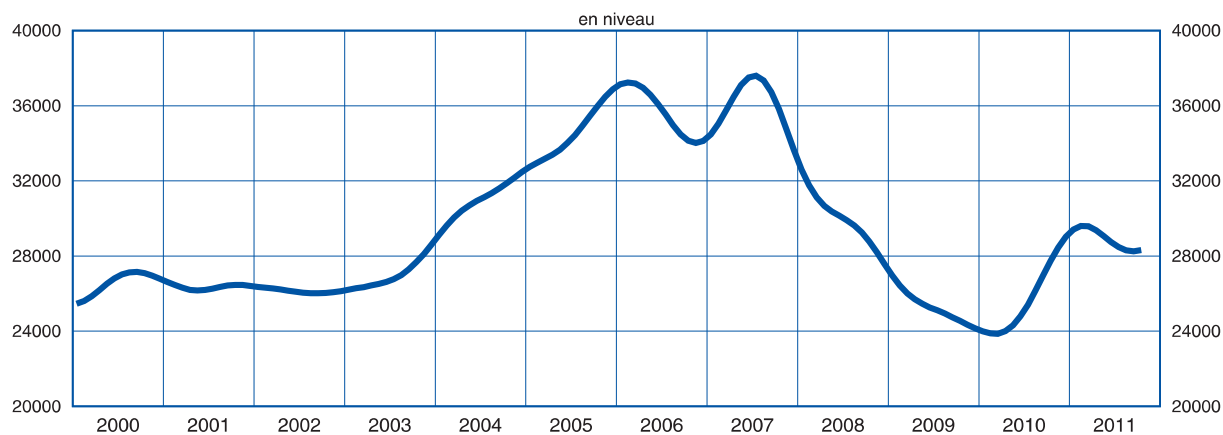


Source : Insee

2- Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



3 - Mises en chantier de l'ensemble des logements commencés (lissés)



Résultats des entreprises

Le taux de marge des sociétés non financières s'est nettement replié depuis mi-2010. Mesuré au coût des facteurs, il est ainsi passé de 31,1 % au printemps 2010 à 29,9 % mi-2011. Il reculerait encore jusqu'à la fin 2011 à 29,0 %. Début 2011, ce repli a été principalement imputable au dynamisme des salaires réels et à la dégradation des termes de l'échange ; les gains de productivité ont peu soutenu la reconstitution des marges des entreprises. En outre, au quatrième trimestre 2011, la baisse du taux de marge serait liée en grande partie à l'imputation comptable de l'annualisation des allègements de cotisations sociales employeurs.

Cet effet ne serait que temporaire et il disparaîtrait au premier trimestre 2012. Le recul du taux de marge s'interromprait d'ici mi-2012 : les gains de productivité, le ralentissement des salaires réels et la baisse des prix de l'énergie contribueraient à la reconstitution des marges des entreprises. Ainsi, au coût des facteurs, le taux de marge s'établirait à 29,8 % mi-2012, retrouvant un niveau comparable à celui du printemps 2011.

Repli du taux de marge au premier semestre 2011

Après s'être redressé début 2010, le taux de marge des sociétés non financières s'est ensuite nettement orienté à la baisse : mesuré au coût des facteurs, il est ainsi passé de 31,1 % au deuxième trimestre 2010 à 29,9 % au deuxième trimestre 2011. Au premier trimestre 2011, le taux de marge a toute-

fois progressé de 0,2 point. L'importance des gains de productivité (contribution de +0,7 point, cf. tableau), du fait de la forte accélération de l'activité, a compensé le dynamisme des salaires réels et la dégradation des termes de l'échange.

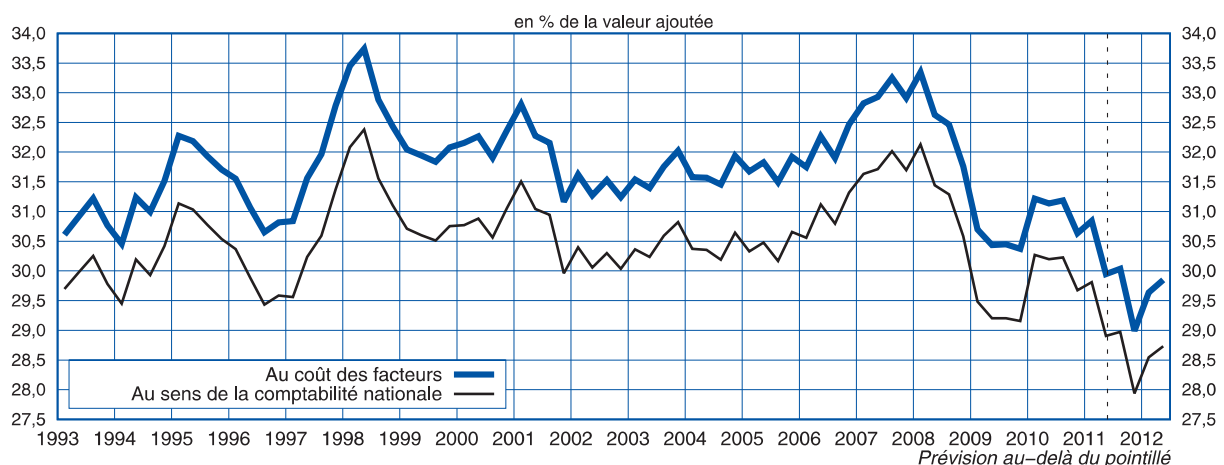
Le taux de marge a ensuite cédé 0,9 point au deuxième trimestre 2011 : à 29,9 %, il a atteint le niveau le plus bas observé depuis le premier trimestre 1987. Ce recul traduit le fléchissement des gains de productivité (contribution de -0,6 point), l'activité se repliant alors que l'emploi continuait de progresser. De plus, les termes de l'échange ont continué de peser sur le taux de marge (-0,1 point après -0,2 point), tout comme les coûts salariaux réels (y compris cotisations employeurs, contribution de -0,2 point). Au total, au premier semestre 2011, le taux de marge a ainsi reculé de 0,7 point.

Le repli du taux de marge se poursuivrait au second semestre 2011 ...

Le taux de marge poursuivrait son recul au troisième trimestre 2011, quoique plus modérément (-0,1 point). Les gains de productivité se redresseraient du fait de la bonne tenue de l'activité et du ralentissement de l'emploi (contribution de +0,2 point). Toutefois, les salaires réels resteraient dynamiques (-0,2 point), entraînant au total un léger recul du taux de marge.

Au dernier trimestre 2011, le repli du taux de marge s'accroîtrait (-1,0 point). En effet, les cotisations employeurs augmenteraient fortement (contribution de -0,6 point) : cette hausse traduirait la

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



comptabilisation, en fin d'année, des régularisations de cotisations sociales au titre de l'annualisation des allègements de charges sociales (cf. encadré). Par ailleurs, les gains de productivité fléchiraient (-0,3 point).

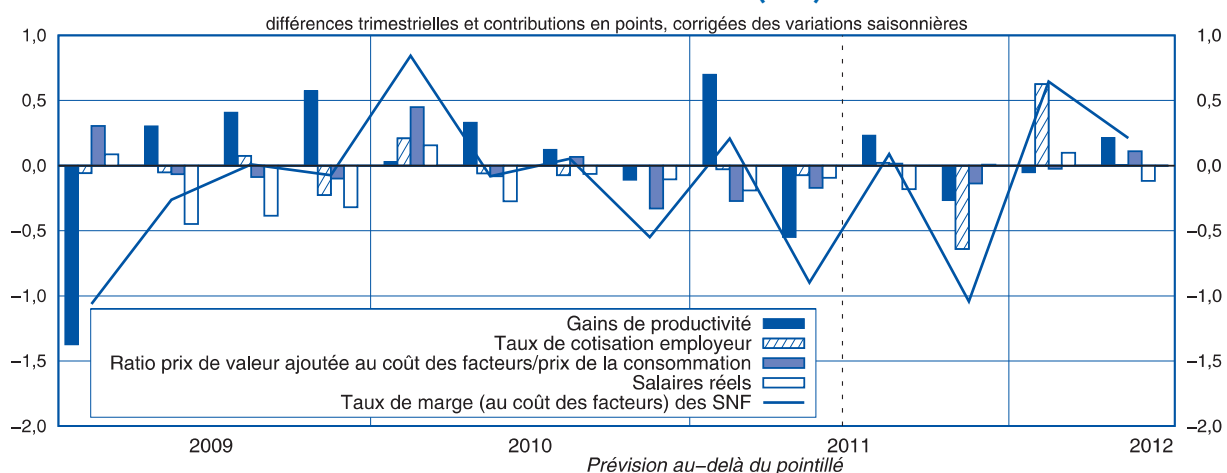
... puis il se redresserait au premier semestre 2012

Au premier semestre 2012, le taux de marge se redresserait. Le surcroît de cotisations sociales lié à l'annualisation des allègements de charges jouerait ponctuellement au quatrième trimestre 2011, et celles-ci reviendraient à un niveau « habituel » au

premier trimestre 2012 : cela constituerait le principal facteur du redressement du taux de marge (contribution de +0,6 point cumulé sur le semestre). Les entreprises renoueraient également avec des gains de productivité (+0,1 point en cumulé), car l'emploi marchand continuerait de se replier tandis que l'activité progresserait légèrement en fin de semestre. En outre, les termes de l'échange redeviendraient favorables (+0,1 point en cumulé), du fait de la baisse des prix de l'énergie.

Au total, le taux de marge au coût des facteurs atteindrait 29,8 % au deuxième trimestre 2012, un peu moins que son niveau de mi-2011 (29,9 %). Il se situerait sous le niveau moyen observé durant la récession de 2009 (30,5 % en moyenne).■

2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



Encadré - L'annualisation des allègements généraux de cotisations sociales

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 a modifié la mesure de réduction générale de cotisations patronales sur les bas salaires, dite réduction « Fillon ». Jusqu'en 2010, les exonérations, dégressives avec le salaire, étaient calculées sur une base mensuelle. Deux rémunérations annuelles identiques pouvaient donc ne pas conduire aux mêmes montants d'allègements, selon le profil mensuel de versement adopté par ces entreprises. Depuis 2011, le calcul de l'allègement est effectué sur la base de la rémunération annuelle et non plus sur la rémunération mensuelle.

Bien que les exonérations de cotisations sociales des employeurs soient calculées sur la base des revenus annualisés, les entreprises continuent de bénéficier d'allègements men-

suels : elles doivent alors régulariser leurs cotisations en fin d'année, sur la base du salaire annuel connu *in fine*. Ces régularisations sont à l'origine d'un surcroît attendu de cotisations au quatrième trimestre 2011, qui serait proche de 2 milliards d'euros, selon le projet de loi de finances pour 2012. Comptablement, ces régularisations auraient un impact sur les marges des entreprises au quatrième trimestre 2011. Au premier trimestre 2012, le niveau de cotisations reviendrait à son niveau « habituel », ce qui générerait un contrecoup sur le taux de marge. ■

Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2010				2011				2012		2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Taux de marge (en niveau)⁽¹⁾	30,3	30,2	30,2	29,7	29,8	28,9	29,0	27,9	28,5	28,7	30,1	28,9	28,7
Variation du taux de marge	1,1	-0,1	0,0	-0,6	0,1	-0,9	0,1	-1,0	0,6	0,2	0,8	-1,2	-0,2
Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)⁽²⁾	31,2	31,1	31,2	30,6	30,8	29,9	30,0	29,0	29,6	29,8	31,0	30,0	29,8
Variation du taux de marge au coût des facteurs	0,8	-0,1	0,1	-0,6	0,2	-0,9	0,1	-1,0	0,6	0,2	0,6	-1,1	-0,2
Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs													
<i>des gains de productivité</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,1</i>
<i>du salaire par tête réel</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,1</i>
<i>du taux de cotisation employeur</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,0</i>
<i>autres facteurs</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>

■ Préviation

(1) Le taux de marge TM mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :
 - les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement ;
 - les évolutions du salaire moyen par tête réel (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement.
 - d'autres facteurs : il s'agit du ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale, ce ratio augmente en 2010 en raison de la suppression de la taxe professionnelle. Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003).

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W.L}{Y.P_w} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{SMPT}{P_c} \frac{P_c}{P_w}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du taux de marge ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

Investissement des entreprises et stocks

Après avoir continûment progressé depuis le deuxième trimestre 2010, l'investissement des entreprises s'est replié au troisième trimestre 2011 (-0,3 %). Ce recul se poursuivrait au quatrième trimestre 2011 (-0,5 %) et jusqu'à mi-2012. L'investissement des entreprises serait pénalisé par la détérioration de leurs perspectives d'activité et de leurs conditions de financement. L'absence de tensions sur les capacités de production limiterait également les besoins d'investissement. Malgré ce repli au second semestre, l'investissement resterait plus dynamique en moyenne sur l'année 2011 qu'en 2010 (+3,9 % après +2,0 %). L'acquis de croissance pour l'année 2012 serait en revanche négatif à la fin du premier semestre (-1,1 %).

Au troisième trimestre 2011, la contribution de la variation des stocks à la croissance du PIB a été nulle, après +1,0 point au premier trimestre et -0,2 point au deuxième trimestre. La reconstitution des stocks de produits agro-alimentaires (+0,1 point) et de biens d'équipement (+0,1 point) a été compensée par un déstockage de matériels de transport (-0,2 point). À l'horizon de la prévision, la dégradation des perspectives de demande inciterait les industriels à contenir leurs stocks. Les variations de stocks contribueraient ainsi négativement à la croissance au quatrième trimestre 2011 (-0,2 point) et au premier trimestre 2012 (-0,1 point). La contribution de la variation des stocks serait ensuite nulle au deuxième trimestre 2012.

Au troisième trimestre 2011, l'investissement des entreprises s'est contracté

Après avoir ralenti au deuxième trimestre 2011 (+0,3 %), l'investissement des entreprises non financières (ENF) a enregistré un coup d'arrêt au troisième trimestre 2011 (-0,3 %). (cf. tableau 1). En forte hausse depuis mi-2009, l'investissement en biens manufacturés s'est contracté de 1,1 %, en raison d'un fort recul des achats automobiles et, dans une moindre mesure, de la réduction des dépenses en autres biens industriels (-0,4 %). L'investissement dans la construction a baissé de nouveau (-0,3 % après -1,0 % au deuxième trimestre). Toutefois, les dépenses en services ont rebondi (+1,0 %) après avoir stagné au deuxième trimestre. Le taux d'investissement est ainsi redescendu légèrement, à 17,8 %. Il avait atteint 18,0 % au deuxième trimestre, un point haut depuis la sortie de récession (cf. graphique 1).

La baisse des investissements se poursuivrait jusqu'à mi-2012

La baisse de l'investissement des ENF s'accroîtrait au quatrième trimestre 2011 (-0,5 %) et au premier trimestre 2012 (-0,6 %). Elle se modérerait au deuxième trimestre 2012 (-0,1 %). Interrogés en novembre, les chefs d'entreprises anticipent une détérioration de leur activité, et seraient donc plus hésitants dans leurs projets d'investissement, d'autant que les tensions sur l'appareil productif (cf. graphique 2) se réduisent : en octobre, le taux d'utilisation des capacités productives de l'industrie manufacturière est passé à 81,7 %

Tableau 1

Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2010				2011				2012		2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits manufacturés (43 %)	1,0	4,1	3,7	3,6	3,1	1,5	-1,1	-0,3	-1,0	-0,5	8,3	9,3	-1,8
Construction (26 %)	-2,1	-0,3	-2,0	-2,7	-1,5	-1,0	-0,3	-0,4	-0,1	-0,1	-6,9	-5,5	-0,9
Autres (31 %)	0,7	4,9	1,7	0,8	3,7	0,0	1,0	-1,0	-0,5	0,5	4,6	6,7	-0,4
Ensemble des ENF (100 %)	-0,1	2,9	1,3	0,8	1,9	0,3	-0,3	-0,5	-0,6	-0,1	2,0	3,9	-1,1

■ Prévision

Source : Insee

après avoir atteint 83,4 % au deuxième trimestre 2011⁽¹⁾. En outre, les conditions globales de financement se dégradent : les taux d'intérêt réels sont remontés au cours du premier semestre 2011. Selon les banques, les conditions de crédit se sont resserrées au troisième trimestre 2011, et devraient se durcir encore au quatrième.

Recul des investissements en produits manufacturés

L'investissement des ENF en produits manufacturés baisserait de nouveau à l'horizon de la prévision (-0,3 % au quatrième trimestre 2011, -1,0 % au premier trimestre 2012, puis -0,5 % au deuxième trimestre 2012). Les données d'immatriculations des entreprises laissent attendre un rebond des achats de véhicules jusqu'en novembre. Mais, selon les grossistes interrogés en novembre, les intentions de commandes en biens d'équipement, qui représentent 40 % des investissements en biens manufacturés, sont mal orientées. Dans le secteur de l'information et de la communication en particulier, les intentions de commandes se situent nettement en dessous de leur moyenne de longue période.

Dans la construction, l'investissement continuerait de se replier

La baisse des dépenses en construction des entreprises se poursuivrait à l'horizon de la prévision (-0,4 % au quatrième trimestre 2011 puis -0,1 % au premier et deuxième trimestre 2012). Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs interrogés en novembre anticipent en effet une contraction de leur activité pour les prochains mois et parallèlement, les entrepreneurs en travaux publics interrogés en octobre font part d'une détérioration de leur activité.

Les investissements en services se redresseraient au deuxième trimestre 2012

Les autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, se replieraient au quatrième trimestre 2011 (-1,0 %) et au premier trimestre 2012 (-0,5 %) : interrogés en novembre, les chefs d'entreprises de ces secteurs mentionnent un ralentissement de leur activité et des perspectives mal orientées. Les autres investissements redémarreraient au deuxième trimestre 2012 (+0,5 %).

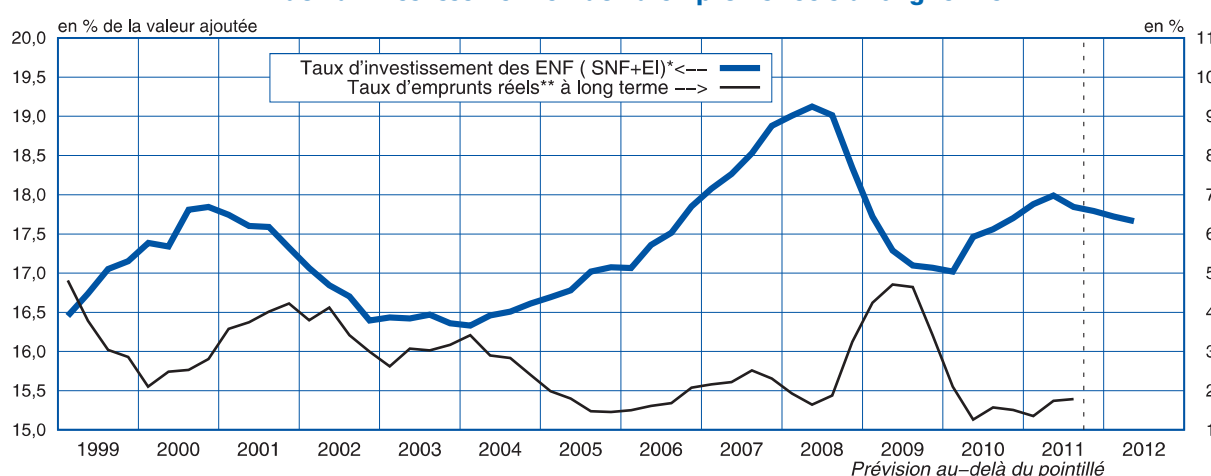
Vers une nouvelle baisse du taux d'investissement

En moyenne sur l'année 2011, l'investissement des entreprises accélérerait : +3,9 %, après +2,0 % en 2010. Les investissements en produits manufacturés (+9,3 % après +8,3 %) et les autres investissements, (+6,7 % après +4,6 %) seraient très dynamiques, contrairement aux dépenses de construction qui seraient toujours en recul (-5,5 % après -6,9 %).

Le taux d'investissement des ENF s'établirait à 17,9 % en moyenne en 2011 (après 17,4 % en 2010). Il diminuerait à l'horizon de la prévision pour atteindre 17,5 % au deuxième trimestre 2012.

(1) La hausse des goulots de production observée en octobre (cf. graphique 2) est uniquement due au secteur automobile qui a connu des problèmes d'approvisionnement. Elle ne reflète donc pas de tensions globales sur l'appareil productif.

1 - Taux d'investissement et taux d'emprunts réels à long terme



* Entreprises non financières (ENF) = sociétés non financières (SNF) et entreprises individuelles (EI).

** Le taux réel désigne ici le taux d'intérêt des crédits nouveaux aux entreprises non financières dont le taux est soit révisable selon une périodicité supérieure à l'année, soit à taux fixe d'une durée initiale supérieure à 1 an. Ce taux est déflaté par l'indice des prix à la production de l'ensemble des biens et services.

Source : Insee

Au troisième trimestre 2011, la contribution des variations de stocks a été nulle

Au troisième trimestre 2011, la contribution des variations de stocks à la croissance du PIB a été nulle (après +1,0 point puis -0,2 point aux premier et deuxième trimestres, cf. tableau 2). Le déstockage observé dans le secteur du matériel de transport (-0,2 point), a en effet été compensé par les contributions légèrement positives des stocks de biens d'équipement (+0,1 point) et de produits agro-alimentaires (+0,1 point).

La contribution négative des stocks de matériels de transport à la croissance s'explique surtout par le dynamisme des exportations d'équipements automobiles et aéronautiques au troisième trimestre 2011, dans un contexte de baisse de la production dans le secteur. *A contrario*, le léger mouvement de stockage de biens d'équipements est lié à un ralentissement des exportations de ces biens.

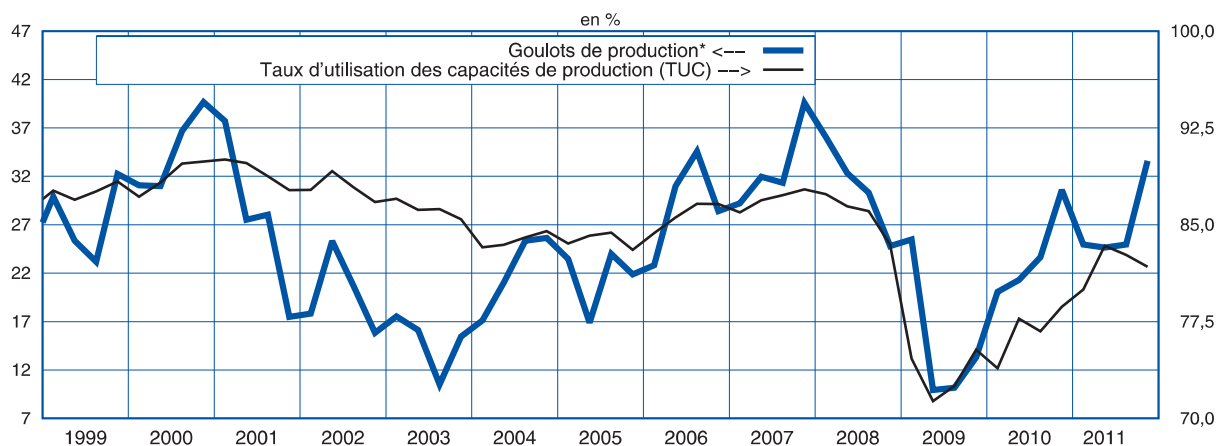
À l'horizon de la prévision, les variations de stocks pénaliseraient légèrement la croissance

Au quatrième trimestre 2011, la contribution des variations de stocks à la croissance serait négative (-0,2 point), du fait d'un moindre stockage dans l'industrie manufacturière. En novembre 2011, le jugement des industriels sur les stocks, en progression depuis plusieurs mois, est supérieur à sa moyenne de longue période : face à la dégradation des perspectives de demande, les chefs d'entreprise seraient ainsi incités à limiter leurs stocks.

C'est en particulier le cas dans l'industrie automobile où le solde d'opinion sur le niveau des stocks est très supérieur à sa moyenne de longue période. De fait, certains constructeurs ont annoncé des arrêts de production et une réduction de leurs stocks dans le but d'améliorer leur situation de trésorerie.

La contribution des variations de stocks au PIB resterait négative au premier trimestre 2012 puis s'annulerait au deuxième trimestre. ■

2 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels.
Source : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

Tableau 2

Contribution des variations de stocks à la croissance

en point de PIB

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2010				2011				2012		2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produits agricoles	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1
Produits manufacturés	-0,3	0,2	0,1	0,0	0,9	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	0,0	0,6	0,7	-0,4
dont :													
<i>Produits agroalimentaires</i>	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1				-0,1		
<i>Cokéfaction et raffinage</i>	0,1	-0,2	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0				0,0		
<i>Biens d'équipement</i>	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1				0,2		
<i>Matériel de transport</i>	-0,2	0,1	0,0	-0,1	0,5	-0,1	-0,2				-0,1		
<i>Autres branches industrielles</i>	-0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0				0,5		
Énergie, eau, déchets	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Autres (construction, services)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL ⁽¹⁾	-0,4	0,3	0,3	-0,1	1,0	-0,2	0,0	-0,2	-0,1	0,0	0,5	0,9	-0,3

■ Prévission

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

Production

Au troisième trimestre 2011, la production de biens et services a rebondi (+0,4 % après -0,1 % le trimestre précédent), du fait essentiellement de l'accélération de la production de services marchands et du rebond de la production d'énergie.

Au cours des derniers mois, le climat des affaires s'est néanmoins fortement dégradé en France, dans tous les secteurs. Selon les enquêtes de conjoncture, les perspectives personnelles et générales de production se situent en dessous de leur moyenne de longue période, dans les services comme dans l'industrie. Dès lors, la production baisserait au quatrième trimestre (-0,3 %), puis de nouveau au premier trimestre 2012 (-0,2 %), avant de se redresser quelque peu au deuxième trimestre 2012 (+0,1 %).

À la fin du premier semestre 2012, l'acquis de croissance de la production pour 2012 serait de -0,2% après une hausse de 2,0 % en 2011.

La production se replierait fin 2011 et début 2012

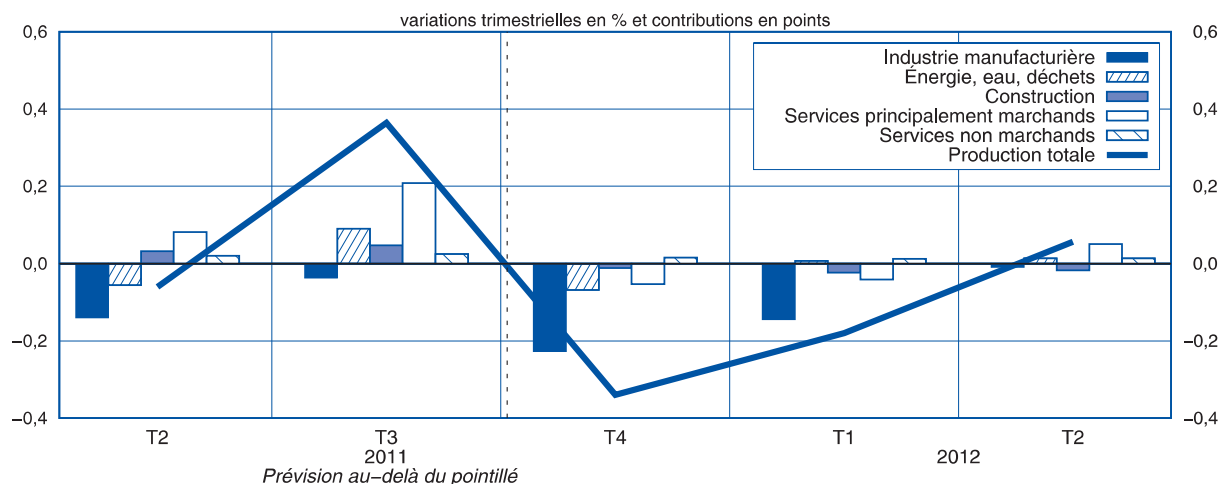
Au troisième trimestre 2011, la production de biens et services a rebondi (+0,4 % après -0,1 % au deuxième trimestre 2011, cf. graphique 1). La production manufacturière a continué de se replier, mais à un rythme moins rapide qu'au dernier trimestre (-0,2 % après -0,7 %), grâce notamment

au rebond de la production de biens d'équipement. La production d'énergie, qui avait pâti de températures particulièrement clémentes au deuxième trimestre, a retrouvé des niveaux plus habituels au troisième (+2,6 % après -1,6 %). Avec le net redressement des dépenses de consommation des ménages (+0,3 % après -0,8 %), l'activité a progressé dans les services hors commerce (+0,5 % après +0,3 % au deuxième trimestre) et dans le commerce (+0,1 % après un repli de -0,4 %). Enfin, l'activité est restée dynamique dans le secteur de la construction (+0,7 % après +0,5 %).

L'indicateur du climat des affaires en France, qui se dégrade continûment depuis le mois de juin, s'est de nouveau replié en novembre et se situe nettement en dessous de sa moyenne de long terme. Les perspectives générales de production sont ainsi très dégradées dans l'ensemble des secteurs depuis le mois de septembre. Les perspectives individuelles de production ont été sensiblement revues à la baisse en novembre dans l'industrie manufacturière, et sont restées en dessous de leur moyenne de longue période dans les autres secteurs. La production baisserait donc au quatrième trimestre 2011 (-0,3 %). Elle continuerait de se replier au premier trimestre 2012 (-0,2 %) avant de se redresser quelque peu au deuxième trimestre (+0,1 %).

L'acquis de croissance de la production pour 2012 s'établirait à -0,2 % à la fin du premier semestre 2012, après une hausse de +2,0 % en 2011.

1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

À l'horizon de la prévision, la production manufacturière continuerait de reculer

Au troisième trimestre 2011, la production manufacturière s'est de nouveau contractée (-0,2 % après -0,7 % au deuxième trimestre 2011).

Dans le secteur des matériels de transport, la production s'est nettement repliée, de 2,2 % (après -1,5 %). L'activité a également reculé dans les secteurs de la cokéfaction et du raffinage (-1,7 % après -5,5 %) et des « autres industries » (-0,1 % après -0,2 %). À l'inverse, l'activité a accéléré dans les secteurs des biens d'équipement (+1,6 % après -0,1 %) et des industries agroalimentaires (+0,9 % après +0,2 %).

Au quatrième trimestre, la production manufacturière se contracterait nettement (-1,1 %). En effet, l'indicateur synthétique du climat des affaires a de nouveau reculé en novembre et reste très en dessous de sa moyenne de long terme (cf. graphique 2). Les industriels font toujours état de perspectives générales très basses pour leur secteur et signalent de plus en novembre une nette dégradation de leurs perspectives individuelles de production pour les mois à venir, en particulier dans les secteurs de l'automobile, du caoutchouc et de la métallurgie (cf. graphique 3).

L'activité dans le secteur manufacturier continuerait de pâtir de la faiblesse de la demande début 2012 : la production reculerait encore au premier trimestre 2012 (-0,7 %) avant de se stabiliser au deuxième trimestre (0,0 %).

Sur l'ensemble de l'année 2011, la production manufacturière croîtrait à un rythme plus faible qu'en 2010 (+2,8 % après +4,3 %). À la fin du premier trimestre 2012, l'acquis de croissance pour l'année à venir serait de -1,7 %.

Dans la construction, l'activité se dégraderait dès la fin 2011

Au troisième trimestre 2011, la production dans le secteur de la construction est restée soutenue : +0,7 %, après +0,5 % au deuxième trimestre 2011. L'activité dans ce secteur a notamment profité du dynamisme des investissements des ménages.

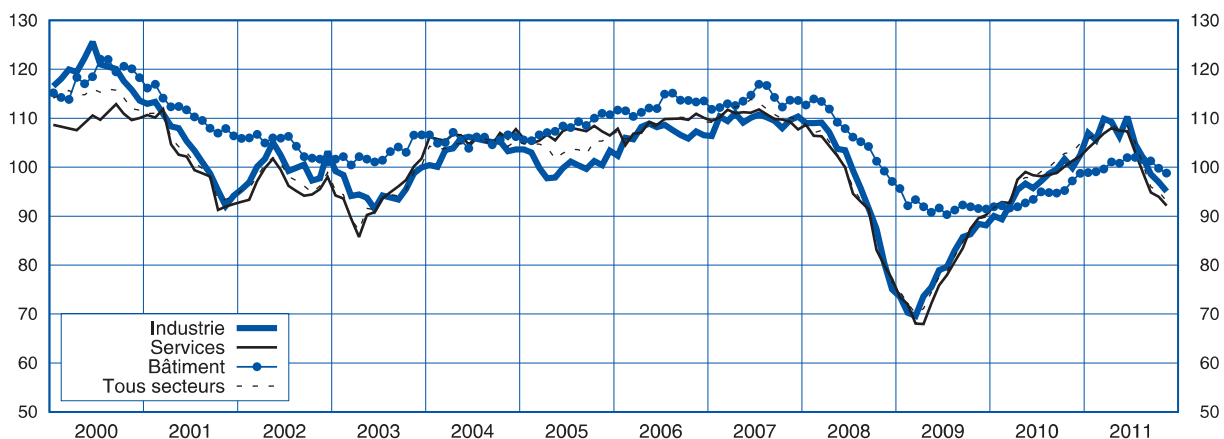
Cependant, les mises en chantier de logements baissent depuis début 2011, et cette baisse devrait se répercuter sur la production à la fin de l'année. L'activité reculerait ainsi au quatrième trimestre (-0,2 %), d'autant que les entrepreneurs du bâtiment interrogés en novembre font part d'une activité terne et de carnets de commandes toujours inférieurs à la normale. Les entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics sont également pessimistes sur les perspectives futures (cf. graphique 4) : au premier semestre 2012 l'activité dans la construction continuerait de se dégrader (-0,3 % par trimestre).

Sur l'ensemble de l'année 2011, la production dans le secteur de la construction reculerait de 0,3 %. Mi-2012, son acquis de croissance pour l'année 2012 serait de -0,2 %.

Coup d'arrêt à la production de services marchands

L'activité des services marchands hors commerce a accéléré au troisième trimestre 2011 : +0,5 % après +0,3 % au deuxième trimestre 2011. Cette accélération a été particulièrement marquée dans les secteurs du transport (+0,3 % après -0,3 %) et de l'information et communication (+0,8 % après +0,0 %). Les activités immobilières ont progressé à un rythme proche de celui du trimestre précédent (+0,4 % après +0,3 %), tout comme les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les activités de services administratifs et de soutien (+0,3 % après +0,4 %). L'activité a ralenti dans les

2 - Indicateurs synthétiques en France
tous secteurs, dans l'industrie, dans les services et dans le bâtiment



Source : Insee

activités financières (+0,9 % après +1,2 %) et dans le secteur de l'hébergement restauration (+0,4 % après +0,6 %).

Au quatrième trimestre 2011, la production des services ne serait pas épargnée par le ralentissement général de l'économie française. Dans les services marchands hors commerce, l'activité se contracterait (-0,1 % après +0,5 %). Selon les chefs d'entreprise interrogés en novembre, la dégradation de la conjoncture se poursuit dans les services. L'indicateur synthétique du climat des affaires baisse depuis le mois de juillet et reste nettement en dessous de sa moyenne de long terme. Les entrepreneurs anticipent également une demande moins favorable dans les prochains mois.

Au cours du premier semestre 2012, l'activité continuerait de se contracter au premier trimestre (-0,1 %) et progresserait ensuite de +0,1 % au deuxième trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2011, la production de services marchands hors commerce croîtrait de 2,7 %, après une progression de 1,4 % en 2010. À la fin du premier semestre, l'acquis de croissance serait de 0,2 % pour 2012.

Une activité morose dans le commerce

L'activité commerciale s'est légèrement raffermie au troisième trimestre 2011 (+0,1 % après -0,4 % au deuxième trimestre). L'activité dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobiles est restée terne au troisième trimestre, en lien avec la consommation des ménages en produits manufacturés (-0,1 % après -1,9 % au deuxième trimestre).

L'activité dans le commerce se détériorerait au quatrième trimestre 2011 (-0,1 %). En effet, dans le commerce de gros, l'indicateur synthétique du climat des affaires perd quatre points en novembre par rapport au mois de septembre et s'établit bien en dessous de sa moyenne de longue période. Le solde d'opinion relatif aux ventes passées a nettement baissé tout comme celui relatif aux livrai-

sons reçus. Dans le commerce de détail et le commerce et réparation automobiles, l'indicateur synthétique du climat des affaires reste bas dans l'enquête de novembre. L'activité passée est notamment très terne dans le commerce de détail, en particulier dans les secteurs de l'habillement-cuir spécialisé et de l'équipement du logement spécialisé.

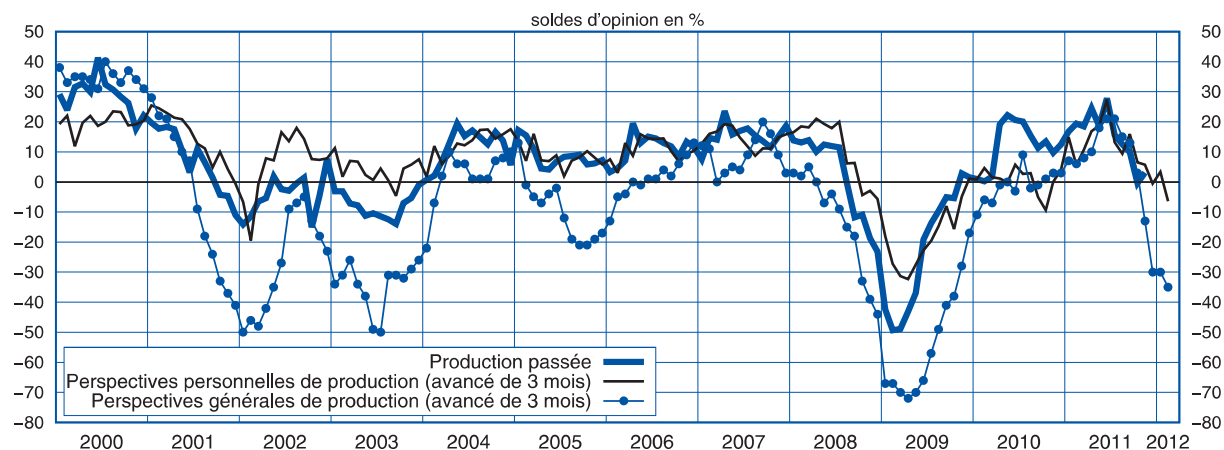
L'activité resterait peu dynamique d'ici mi-2012 (-0,1 % au premier trimestre et +0,1 % au deuxième trimestre). En effet, selon les grossistes interrogés lors de l'enquête de conjoncture de novembre, les perspectives générales d'activité s'effritent et les échanges extérieurs sont mal orientés. Parallèlement, dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobiles, les soldes d'opinions des entrepreneurs concernant les intentions de commandes et les perspectives de ventes pour les prochains mois se situent à un faible niveau.

L'acquis de croissance dans le commerce serait ainsi de -0,1 % pour l'année 2012 après une croissance de 2,4 % en 2011.

La production d'énergie et l'activité agricole conserveraient un certain dynamisme

La production de la branche énergie a fortement progressé au troisième trimestre 2011 (+2,6 %), rattrapant le repli du deuxième trimestre (-1,6 %). Au quatrième trimestre, le recul de la production dans l'industrie, conjuguée à l'effet de températures clémentes jusqu'en novembre, induirait un recul de la consommation en énergie : la production baisserait au quatrième trimestre (-2,0 %) avant de reprendre progressivement au premier semestre 2012 (+0,2 % au premier trimestre puis 0,4 % au deuxième trimestre). Au total, la production de cette branche baisserait de 0,1 % en 2011 après +4,3 % en 2010. À l'issue du premier semestre 2012, l'acquis de croissance s'établirait à -0,1 % pour l'année à venir.

3- Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



La production de la branche agricole a accéléré au troisième trimestre 2011 (+0,7 % après +0,1 %). Elle ralentirait au quatrième trimestre (+0,3 %) et conserverait un rythme similaire début 2012 (+0,2 % au premier puis au deuxième trimestre). La production des branches agricoles progresserait donc de +0,9 % en 2011 après une baisse de -1,2 % en 2010. L'acquis de croissance pour 2012 serait de +1,0 % à l'issue du premier semestre. ■

4 - Perspectives d'activité dans la construction

